

En Hongrie, plusieurs milliers de personnes ont manifesté devant le Parlement, mercredi soir, contre un récent amendement à la loi sur le droit à l'IVG.

Mercredi soir, sous la pluie, des organisations de défense des droits humains et des citoyens ont protesté contre le récent amendement à la loi sur l'avortement, qui oblige les médecins obstétriciens-gynécologues à faire écouter le cœur du fœtus aux femmes enceintes qui souhaitent avoir recours à une interruption volontaire de grossesse.

En Hongrie, l'accès à l'IVG est légal et cela jusqu'à 12 semaines de grossesse. Mais les défenseurs du droit à l'IVG redoutent que cet amendement soit un pas de plus vers des restrictions drastiques, sur le modèle polonais.



28 septembre 2022 à Budapest. Photo : Marion Virányi-Fontan

Des orateurs ont fait valoir que restreindre ce droit ne conduirait pas à une baisse du nombre d'IVG mais à des avortements moins sûrs. L'un d'eux a rapporté les mots de l'obstétricienne-gynécologue Júlia Benkovics, selon laquelle la baisse du nombre d'IVG dépend du développement de la contraception et de l'éducation sexuelle.

Une foule de plusieurs milliers de personnes, jeunes pour la plupart, a brandi des slogans devant le Parlement puis devant le ministère de l'Intérieur, tels que « *Mon corps, mon choix* », « *Je ne suis pas un incubateur* » et « *La maternité est une option, pas une obligation* ». « *Ils veulent que l'on fasse plus d'enfants, alors qu'ils créent un pays plus vivable* », a par exemple déclaré une militante sur scène.